

15 novembre 2007



L'indépendance, plus que jamais

Avec l'arrivée de la nouvelle cheffe, le PQ a renoncé à sa stratégie référendaire cul-de-sac en faveur d'une étape citoyenneté provinciale. Cette abandon « réellement existant » enfin avoué de l'objectif indépendantiste n'est nullement compensé par le constitutionnalisme électoraliste sans but ni contenu de Québec solidaire, dont ne fait même pas mention le « *fil conducteur* » pour la prochaine élection proposé par la direction, et encore moins par l'autonomiste constitutionnalisme parlementaire à la Duplessis de l'ADQ. Par défaut, ce vide redore le blason du faussement naïf fédéralisme nationaliste du PLQ qu'accommode raisonnablement les Conservateurs par leur reconnaissance de la nation québécoise, à la sauce ethnique, dans un Canada uni.

Pourtant, il n'y a jamais tant eu de motifs de lutter pour l'indépendance que ce soit par rapport aux enjeux mondiaux de la guerre, de l'écologie et du néolibéralisme que par rapport aux enjeux nationaux du développement socio-économique, de l'ordre social et de la moralité publique. Raison de plus pour renouer avec une stratégie et une tactique de libération nationale et sociale qui n'aillent rien à voir avec la mise à l'écart de la question nationale par le parti Vert, en réalité un accord tacite avec le statu-quo, ou avec le réductionnisme asocial de l'indépendantisme, sous prétexte d'en faire un absolu électoraliste, du nouveau parti Indépendantiste des purzédurs déçus à la fois, et à juste titre, du PQ et de Québec solidaire.

Plus qu'au Canada anglais, le peuple québécois désire le retrait des troupes canadiennes, depuis août dernier en majorité québécoises, de l'Afghanistan. Ce parti-pris n'est pas dû au hasard mais à un sentiment anti-guerre et anti-oppression issu des luttes contre la conscription de 1917 et 1942 et de l'occupation du Québec par l'armée canadienne en octobre 1970 tout comme de son intervention dans la crise d'Oka en 1990. Le soutien de l'accord de Kyoto, même imparfait, par le gouvernement québécois vient du choix délibéré lors de la dite Révolution tranquille de privilégier l'hydroélectricité nationalisée, y compris pour le chauffage électrique résidentiel, alors que le gouvernement canadien mise sur l'augmentation rapide des exportations vers les ÉU du pétrole provenant des très polluants sables bitumineux de l'Alberta comme fer de lance de la croissance économique.

Finalement, le gouvernement canadien, après avoir néolibéralisé le Canada dans le cadre de l'ALÉNA avec l'encouragement enthousiaste du PQ, l'enfonce dans cet

ALÉNA-plus qu'est le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) qui soumet en catimini les politiques commerciales, énergétiques, halieutiques, sécuritaires et militaires du Canada directement aux diktats des gens d'affaires du Canada et des ÉU. Pourtant, lors du Sommet des peuples en 2001 des dizaines de milliers de manifestantes du Québec et d'ailleurs avaient dit « Non à la ZLÉA », extension de l'ALÉNA à l'ensemble des Amériques.

Voilà que même la politique monétaire de la Banque du Canada, soi-disant indépendante du gouvernement du Canada, tout comme la politique fiscale et budgétaire canadienne s'ajuste aux intérêts pétroliers de l'Ouest au détriment des « provinces centrales » au point que même le gouvernement ontarien doit se plaindre de la trop rapide revalorisation du huard au même titre que le gouvernement québécois. Leur crise manufacturière, à laquelle s'ajoute celle de l'exploitation forestière plus percutante au Québec, n'est en rien soulagée par une politique de taux d'intérêt administrée en fonction des pressions inflationnistes de l'Alberta et un refus de soutenir ces secteurs en détresse par des mesures spécifiques.

Il ne s'agit pas de faire des cadeaux à ces transnationales, comme le voudrait le Bloc québécois, lesquelles ont profité pendant une décennie d'un taux de change avantageux aux exportations vers les ÉU de sorte à faire l'économie de nécessaires investissements au point de traire la vache à lait au-delà des profits déclarés quitte à entamer l'amortissement et quitte aussi à joyeusement piller la forêt publique avec la complicité gouvernementale. On peut parfaitement concevoir une politique de soutien à l'investissement conditionnel à des mesures de création d'emploi, d'amélioration des salaires et conditions de travail, de protection environnementale et, last but not least, de prise de participation gouvernementale à l'actionariat.

Que dire de la politique sécuritaire du gouvernement canadien tant par rapport à la criminalisation de la jeunesse, y compris pour la consommation de drogue, que par rapport à son préjugé favorable à la peine de mort et en passant par une ligne dure d'emprisonnement envers les criminels au détriment de la réhabilitation. Cette politique « à l'américaine » s'oppose non seulement aux sentiments majoritaires anti-répressifs du peuple québécois mais aussi, jusqu'ici, à la politique du gouvernement québécois à moins que les dérapages de la Commission Bouchard-Taylor ne réussissent à renverser la tendance à l'ouverture propre à un peuple opprimé. Cette commission nauséabonde réaffirmant le « nous » majoritaire à la Jean-François Lisée met aussi en jeu la politique québécoise envers les nations autochtones et les communautés culturelles, en particulier la communauté immigrante.

Le peuple québécois va-t-il tomber dans le piège tendu par le PLQ à l'invitation de l'ADQ qui à terme ajusterait les valeurs morales du peuple québécois à celles proposées par les Conservateurs qui eux-mêmes les empruntent à la « majorité morale » étasunienne ? Il sera alors d'autant plus facile au gouvernement fédéral d'institutionnaliser les « certificats de sécurité », cette atteinte aux droits démocratiques élémentaires d'immigrants d'origine arabo-musulmane emprisonnés et menacés de déportation sur la base de simples soupçons de terrorisme. Une telle contre-révolution morale signerait la mort de l'indépendantisme comme courant politique significatif.

Le faux internationalisme des « sans frontières »

Plusieurs à gauche en concluront que le peuple québécois doit rester membre de la Confédération canadienne pour « encourager les autres » tout comme jadis les marxistes-léninistes s'opposaient à l'indépendance au nom de « l'unité de la classe ouvrière canadienne » ou tout comme une partie des altermondialistes boudent les luttes nationales comme divisives de la grande multitude contre l'Empire néolibéral sans feu ni lieu si ce n'est comme première étape menant au nettoyage ethnique. C'est là ignorer qu'une stratégie de l'unité s'inscrit dans l'histoire des peuples.

D'une part, l'État canadien s'est construit dans la conquête des nations amérindiennes, métis, acadienne et québécoise et l'assimilation des minorités francophones et par l'importation d'une nation anglophone à leurs dépens. D'autre part, le peuple québécois a la masse critique en termes démographique, économique et territoriale pour avoir un État viable et a démontré à maintes reprises depuis l'échec de la révolution nationale de 1837-38, surtout depuis la dite « révolution tranquille », sa volonté indépendantiste comme moyen de mettre fin à son oppression nationale.

S'ensuit que l'unité de des peuples de l'État canadien et en particulier de son prolétariat passe dialectiquement par l'éclatement du Canada avant d'aboutir à de nouveaux arrangements institutionnels dans un cadre à déterminer (néo-canadien, nord-américain, américain et mondial) au gré de la lutte sociale. Loin d'affaiblir la gauche canadienne, le développement et l'aboutissement de la lutte de libération nationale du peuple québécois, qui n'a rien à voir avec le projet d'État néolibéral à la PQ incapable d'unir le peuple québécois même francophone, constitue le maillon faible, dans la conjoncture actuelle, de la domination de la bourgeoisie canadienne elle-même dépositaire pour le grand territoire canadien du mondial néolibéralisme guerrier en union compétitive avec les autres bourgeoisies impérialistes surtout étasunienne.

Faire sauter les frontières des États-nations et autres frontières intérieures, manifestement un legs de la propriété privée pénétrant le politique qu'il faut à terme éliminer, ne se fait pas sans transition tout comme la disparition de l'État, institution bureaucratique et répressive se positionnant faussement au-dessus des classes sociales tout en contrôlant et au besoin écrasant les spasmes de libération de ceux et celles d'en bas. Le rêve anarcho-libertaire de la disparition immédiate des unes et de l'autre ne ferait que mettre à nue la réalité des rapports de forces économiques et politiques qui pencheraient du côté des transnationales et des bureaucraties étatiques et privées même le lendemain d'une vague révolutionnaire.

Il n'est pas possible au prolétariat de se réorganiser nationalement et mondialement tout en se libérant de ses démons idéologiques sans y mettre le temps. Il faudra un État prolétarien tout comme des frontières de toutes sortes, mais souples et osmotiques.

Appeler à l'abolition des frontières, par exemple, ne fait que faciliter à l'impérialisme le recours à son nouveau droit d'ingérence humanitaire tout comme il facilite le libre-

échangeisme, dont l'ALÉNA et le PSP, et la volonté de centralisation fédéraliste qu'il faut bien distinguer de la décentralisation administrative et même politique sur des aspects particuliers ou secondaires. Combattre et vouloir démolir l'État capitaliste et ses frontières excluantes des immigrées et des réfugiées, ce que recherchent et auquel œuvrent courageusement les « sans frontières », est une chose. En retour, la gauche ne peut se passer d'analyse du nœud gordien des contradictions sociales afin de proposer de nouvelles frontières historiquement transitoires qui favorisent la coexistence égalitaire et pacifique entre les peuples.

Le cul-de-sac de Québec solidaire...

Dans le cadre de ses 25 engagements, Québec solidaire propose une Assemblée constituante dépourvue de tout objectif et contenu et découplée de la lutte sociale.

On a qu'à considérer l'actuel enlisement de l'Assemblée constituante de la Bolivie pour voir où mène une telle volonté rassembleuse — le gouvernement Morales recherchant l'accord de la droite dans le cadre de son projet de « capitalisme andin » — malgré une mobilisation ponctuelle, limitée et contrôlée commandée par le gouvernement pour débloquer la situation dans laquelle le MAS s'est volontairement piégé malgré sa nette majorité. Pourtant le gouvernement Morales doit son écrasante victoire électorale puis à l'Assemblée constituante aux intempestives et massives mobilisations populaires en 2000, 2003 et 2005 qui ont annulé la privatisation de l'eau dans la deuxième plus grande ville puis renversé deux présidents néolibéraux dont le second fut longtemps soutenu par le MAS de Morales.

L'argument pseudo-démocratique de respecter la volonté populaire en n'encadrant pas politiquement ce que l'on conçoit comme un exercice pur de démocratie participative, résulte de la combinaison d'une conception basiste de la démocratie propre à l'animation sociale très présente dans les groupes communautaires et d'une conception unitaire propre à la pratique syndicale qui confond unité d'action et unité de pensée. Cette combinaison débouche sur le forcing d'un consensus, la marginalisation des tendances critiques et la diabolisation de la dissidence au profit de la direction tout en pavant la voie à la bureaucratisation sous prétexte d'un étouffant professionnalisme organisationnel.

Faut-il alors s'étonner de « *la lassitude de nombreux citoyens et citoyennes qui sont de moins en moins enclins à faire confiance aux partis politiques* » comme s'en plaint la porte-parole en chef. On attend des partis politiques qu'ils proposent sans détour un but, une stratégie, une tactique et un programme alternatifs et claires. Évidemment, le débat politique, le vote et l'élection font qu'à la fin ce sont les membres ou le peuple qui disposera. Pour cela il faut cependant un débat sans entrave bureaucratique ni menace de sanctions contre les tendances minoritaires et la dissidence.

Québec solidaire ne met pas de l'avant nulle part une claire alternative à moins que l'on considère son électoraliste social-libéralisme « souverainiste » comme son succédané. Où est la direction de Québec solidaire entre son opposition « *au néolibéralisme, cette*

version moderne du capitalisme » proclamée dans sa Déclaration et le social-libéralisme de ses engagements où il n'y a aucune distribution des revenus capable de mener à « *l'élimination la pauvreté* » tel que clamée dans la Déclaration de principes, pourtant mesure essentielle d'un anti-libéralisme conséquent ?

Où est la direction de Québec solidaire entre souveraineté populaire et indépendance du Québec ? Quant à l'anticapitalisme, on ne le trouve nulle part : pas de rejet des ententes de libre-échange ni des alliances militaires impérialistes, pas d'expropriation du capital financier, même pas de nationalisation car la direction a arbitrairement exclu les installations éoliennes existantes de l'engagement à cet égard tout comme la re-nationalisation de l'ex Biochem Pharma de Pharma Québec.

Ne reste plus grand chose de l'écologisme de la Déclaration même pas un engagement chiffré de réduction des gaz à effet de serre malgré la promesse de la Déclaration de « *propositions concrètes et, au besoin, chiffrées* ». Pourtant, un engagement de réduction d'au moins 80% des gaz à effet de serre en 2050, avec des échéances chiffrées à l'avenant en 2012 et 2020 est une autre mesure essentielle d'un anti-libéralisme conséquent.

Rien d'étonnant que l'on donne un chèque en blanc à cette Assemblée constituante qui devra bien consacrer certaines ruptures car une nation ne s'embarque pas dans un processus constitutionnel pour des balivernes. Cet apparent paroxysme de la démocratie masque l'incapacité ou le refus de proposer une alternative et ne peut résulter qu'en une gigantesque manipulation organisationnelle pour arriver au « consensus » venant du haut de la pyramide.

De par ses 25 engagements et l'interprétation modérée et même contradictoire qu'en donne la direction, Québec solidaire est incapable de proposer une Assemblée constituante pour un Québec indépendant et anticapitaliste. Faut-il alors s'étonner de la désaffection populaire envers les partis politiques telle que démontrée par le bas taux de participation électorale ? Ne reste plus au peuple québécois qu'à imposer par la rue sa libération nationale et sociale car la direction de Québec solidaire s'en tient à l'électoratisme malgré que la Déclaration de principes affirme que le parti « *s'engagera aussi sur le terrain des luttes sociales* ».

...mais il y encore de l'espoir

À Montréal, à Québec, en Abitibi, en Outaouais, au Saguenay et ailleurs il y a des insatisfactions dans plusieurs instances locales et régionales sur les orientations proposées au prochain Conseil national de la mi-novembre. On questionne l'étroitesse plus qu'électoratiste d'avoir comme but pour la prochaine campagne électorale que de faire élire les deux porte-parole dans leurs comtés respectifs même si on ne s'entend pas sur l'alternative qui va d'une campagne liée aux luttes sociales à un élargissement de l'électoratisme. On déplore le ciblage sur « *les politiques de droite* », en particulier l'ADQ, c'est-à-dire ménageant le PQ et même les Libéraux et non « *les principaux partis néolibéraux que sont l'ADQ, le PLQ et le PQ...* »

Le malaise est évident concernant le « *fil conducteur* » qui fait fief non seulement de toute perspective de luttes sociales au profit d'une approche citoyenne et qui noie l'anti-libéralisme dans les généralités non compromettantes du social-libéralisme « *écologiste et solidaire* » mais aussi qui évacue toute perspective indépendantiste même sous le vocable de « souverainisme » sans compter l'absence de la dimension féministe. Finalement, on se rebiffe quelque peu contre la volonté de contrôle étroit de la direction nationale sur les instances locales et régionales lors de la campagne électorale.

Malheureusement, sans doute trop absorbée par la préparation de la prochaine campagne électorale, en soi une illustration de la déviation électoraliste, on n'a presque pas compris le pseudo caractère participatif du long processus d'élaboration du programme. Au nom de la consultation de la base hors parti, individuellement et collectivement, on escamote le débat au sein des instances de base du parti lui-même sauf dans la dernière partie quand les œufs seront déjà cuits. Idem pour les vagues et erronées « balises » sur la solidarité internationale qui renvoie impérialismes et peuples occupés dos à dos au nom de la négociation à tout prix.

Cette pression de la base, à laquelle s'ajoute une stagnation et même un tassement du *membership* et de l'électorat, et peut-être une reprise des luttes sociales, explique le discours plus corsé que d'habitude de la porte-parole en chef le 9 novembre dernier lors d'un colloque sur l'avenir du souverainisme. Cependant, quand on y regarde de plus près, on n'y constate aucune évolution de la position de la direction. La souveraineté, et non l'indépendance, y est toujours présentée comme le moyen pour faire autre chose et non pas comme une fin en soi pour se libérer de l'oppression nationale alors que le mépris du Canada anglais ne se dément pas sans compter la carotte de l'âne d'« accommodements raisonnables » jamais atteignables concernant la spécificité québécoise en dehors d'un ersatz de reconnaissance nationale.

La conception déconnectée et sans substance de l'Assemblée constituante demeure. Pire, la promotion de la souveraineté par le parti y est présentée comme une vente de marque de savon. Même la politique de coupures brutales du gouvernement Bouchard y est exposée comme « *une précipitation [...] pour arriver à l'équilibre budgétaire.* » ! On y présente le processus constitutionnel comme uniquement une discussion qui débouchera sur une mobilisation alors qu'il faudra d'abord une mobilisation pour imposer une Assemblée constituante qui elle-même aboutira à la rupture d'une Québec indépendant et anticapitaliste si et seulement si elle est partie prenante d'un processus de grève générale. L'Assemblée constituante sera avant tout le résultat d'un soulèvement à moins de n'être qu'un simulacre.

C'est cette perspective qu'un parti de l'alternative doit avancer dans les luttes sociales comme, par exemple, lors de l'université populaire concomitante à la grève étudiante à l'UQAM et ailleurs et peut-être chez les chauffeurs d'autobus et de métro de Montréal. On ne peut que souhaiter qu'il y ait là le début d'un relèvement de la riposte sociale après la débandade de décembre 2005 et ses suites. Tant mieux si cet arrogant gouvernement Libéral a dépassé les limites de la provocation en voulant mettre au pas la turbulente UQAM, en particulier ses trois facultés les plus à l'avant-garde.

Pour ce faire, il ne faut pas compter sur les trois collectifs que la direction propose de reconnaître presque deux ans après la fondation du parti et après avoir parcouru le parcours du combattant que la direction leur a imposé afin de montrer patte blanche. Si le site web Presse-toi-à-gauche sur lequel s'expriment deux d'entre eux, mais sans la transparence de l'afficher, évoque le malaise à la base de Québec solidaire c'est immédiatement pour neutraliser l'effet de ce début de critique en reproduisant sans commentaire le discours du 9 novembre de la porte-parole en chef.

Un tournant de la politique de Québec solidaire nécessite un rassemblement et une canalisation de la résistance à sa direction sociale-libérale qui ne peut être le fait que d'une tendance indépendantiste et anticapitaliste qui s'affiche ouvertement avec une orientation et une plate-forme alternative et qui se propose comme une autre direction.

Marc Bonhomme, 15 novembre 2007